

Au quartier-général, à Alger, le 3 mars 1848. M. le général Changarnier remplira, par ses fonctions de gouverneur-général en l'absence du général Cavaignac, nommé gouverneur-général de l'Algérie. En me séparant d'une armée modèle d'honneur et de courage, dans les rangs de laquelle j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, je ne puis que lui souhaiter de nouveaux succès. Une nouvelle carrière va peut-être s'ouvrir à sa valeur, elle la remplira glorieusement, j'en ai la ferme croyance. Officiers, sous-officiers et soldats, j'aurais espéré combattre encore avec vous pour la patrie!... C'est honneur m'est refusé; mais du fond de l'exil mon cœur vous suivra partout où vous appellera la volonté nationale; il triomphera de vos succès; tous ses vœux seront toujours pour la gloire et le bonheur de la France. Signé. H. D'ORLÉANS."



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 18 AVRIL 1848.

L'UNION ET LA NATIONALITE.

Nous avons lu avec le plus grand étonnement dans la dernière feuille du journal l'Avenir, un article éditorial sous le titre ci-dessus qui nous semble de nature à produire les plus fâcheux résultats, si l'opinion publique n'est de suite éclairée sur ses tendances et si tous les bons citoyens ne se donnent la main pour empêcher ses pernicieux effets.

Dans un temps, où le pays entier est content et satisfait, où le gouvernement impérial exprime à ses colonies son intention bien arrêtée de leur rendre justice, de ne plus intervenir dans leurs affaires locales, enfin qu'elle leur accorde le gouvernement responsable dans toute sa plénitude; quand une ère nouvelle s'ouvre devant nous, que la confiance se rétablit, que le pouvoir est aux mains de la majorité du pays, que cette majorité par la voix du parlement a accepté avec joie le nouvel ordre de choses et a témoigné sa détermination de mettre la main à l'œuvre, afin de le faire fonctionner utilement pour le bien général, de quel droit et au nom de qui l'Avenir vient-il de jeter un cri de réprobation de tout ce qui se fait et de tout ce qui existe aujourd'hui? De quel droit et au nom de qui arbore-t-il le drapeau de l'agitation, du trouble et de la discorde? De quel droit et au nom de qui veut-on jeter la méfiance dans l'esprit public, le désordre et le mécontentement dans nos rangs?

L'Avenir, journal publié dans les intérêts de la jeunesse, rédigé par un comité de jeunes collaborateurs, prend sur lui de jeter un cri de guerre au milieu d'une profonde paix; prend sur lui de condamner sans remission l'ordre de choses existant, les travaux longs et ardu, les sacrifices, le dévouement de ceux qui ont travaillé depuis dix ans pour la cause du pays, notre nationalité, nos institutions, notre religion, notre langue et nos lois. D'où vient donc cet étrange abus des mots, des idées, cette fatale aberration d'une pensée désorganisée, destructive et méchante? Comment! vous ôsez nous dire que longtemps, l'attachement à notre nationalité a été comprimé, étouffé par l'intérêt public; que personne n'osait réclamer en son nom, qu'elle était comme un obstacle à l'obtention de droits politiques et que pendant près de dix ans nous avons vu son nom même oublié; mais c'est un infâme mensonge; c'est une indigne calomnie contre tous les efforts, tous les actes de nos hommes politiques, de ceux qui nous ont conduit à la magnifique position que nous occupons aujourd'hui? N'est-ce pas pour notre nationalité, pour nos institutions que nos chefs ont combattu depuis dix ans? Et si par suite d'événements malheureux dont vous parlez, ils ont dû suivre une politique calme, paisible, et modérée, est-ce parce que cette politique a été couronnée de succès, que vous ôsez aujourd'hui leur jeter l'injure et l'outrage à la face pour les récompenser de ce qu'ils ont fait pour nous? Ou étiez-vous donc, quand durant toute cette époque de dix années, nos chefs actuels réclamaient au nom du pays sa part de droits politiques, protestaient contre l'établissement de ces mêmes droits et luttaient courageusement pour la conservation de nos institutions, de notre langue et de tous nos intérêts nationaux? Est-ce que vous ne les avez pas entendus depuis l'Union en chambre, comme hors de la chambre, réclamer énergiquement contre les injustices dont nous étions les victimes et défendre pied à pied ce précieux héritage de nos ancêtres, qui est sorti de la lutte plus glorieux et plus grand qu'il ne fut jamais auparavant? D'où venez-vous donc que vous ne les avez pas prendre, vis-à-vis d'un pouvoir injuste, corrompu et corrupteur, d'un gouverneur oubliant sa dignité et les devoirs de sa position jusqu'à descendre dans l'arène et mettre sa personnalité dans la lutte, cette attitude fière et ferme, qui a porté le dernier coup au règne de l'arbitraire en Canada? Etait-ce oublier nos intérêts nationaux pour des intérêts individuels, ou encore comme vous dites avec une perfidie maligne préférer la fusion, la mort de cette nationalité, pour avoir le plaisir de revivre et de ressusciter dans une nationalité étrangère, que les chefs de notre parti ont résigné en 1843, qu'ils ont engagé une lutte acharnée avec lord Metcalfe et qu'ils ont si souvent rejeté les offres qu'on leur fit d'entrer dans le cabinet, de retirer

et de ressusciter, parce que ces offres étaient indignes de notre nationalité et insuffisantes? Ce refus souvent répété avec de solennelles protestations, était-ce faire sacrifice de nos intérêts nationaux, s'en dévouer, en faire abstraction ou plutôt n'était-ce pas la plus éloquent manifestation de l'attachement de nos hommes politiques, pour ces mêmes intérêts? Dites nous donc, messieurs de l'Avenir qui pleurez tant sur les ruines du passé et sur des maux imaginaires, dites nous donc à quelle époque de notre histoire, la nationalité franco-canadienne a été plus brillante, plus honorée, plus respectée, a occupé une position plus avantageuse que celle qu'elle occupe aujourd'hui? Etait-elle comme vous dites avec une outre-cuidance honteuse, un obstacle à l'obtention de droits politiques? ou plutôt n'a-t-elle pas été, n'est-elle pas, grâce à l'habileté, au tact, à la fermeté, à la patience de ses représentants, si forte qu'elle a plus gagné en quelques années, qu'elle n'avait fait auparavant par un demi-siècle de combats?

Mais les écrivains de l'Avenir ont belle grâce de venir reprocher au parti libéral, la ligne de politique suivie depuis l'Union; où étaient ils donc ces hommes généreux, amis de leur pays et dévoués à leur nationalité, durant tout le temps que le Canada sembla saisi de cet engourdissement qui paralysait chez tous l'esprit public? Pourquoi donc durant les mauvais jours, n'ont-ils pas osé rompre le silence malgré sa profondeur pour élever la voix et ranimer le souvenir de cette nationalité en danger, en prêchant une doctrine qui tendait directement à sa conservation? Il y avait, dites vous, des intérêts qui imposaient silence à un geste menaçant; (l'Avenir veut parler sans doute de la position de MM. Viger et Papineau au pouvoir.) Eh! bien ces intérêts si vous les croyez hostiles à la nationalité, devaient ils donc vous arrêter, vous empêcher de pousser l'heureux cri de réveil et de sauver la patrie? Etiez-vous donc si timides et si dévoués n'ont pas bondi d'indignation durant les quatre dernières années, quand MM. Viger et Papineau, qui se disaient eux aussi des hommes généreux et dévoués, se fatiguèrent à parer les inconvénients et les mauvaises conséquences de l'Union? Comment se fait-il donc que vous embouchiez la trompette contre cette Union, qui demandait notre mort nationale en échange de cette liberté constitutionnelle que nous avions si chèrement achetée avec elle, comment se fait que vous embouchiez la trompette seulement lorsqu'il s'agit de mourir, cette même nationalité ne valait plus forte et plus vivace qu'un autre? N'était-ce pas lorsque l'Union nous causait des maux incalculables, pesait sur notre existence, qu'il fallait fulminer contre? N'était-ce pas lorsque nos chefs fulminaient contre qu'il fallait se joindre à eux? Non, les écrivains de l'Avenir nous disent bien candide la raison de leur long silence. Ils étaient séduits, amusés par les détails de l'administration Viger-Papineau, et avaient perdu longtemps de vue le but de l'Union. Pourtant l'Union des Canadas était là avec ses colonies, ouvertes à toutes les opinions indépendantes, pour dissiper les ténèbres du passé et éclairer l'avenir.

L'Union fut faite dans le but de nous perdre! Mais l'Union nous a sauvés, et c'est après une lutte longue et pénible, c'est après des efforts puissants et bien dirigés, après avoir conquis une position qui nous permet de parer les inconvénients et les mauvaises conséquences de l'Union, c'est après avoir obtenu les droits politiques pour lesquels nous combattons depuis cinquante ans que les hommes dévoués et généreux de l'Avenir élèvent la voix contre l'Union. Vraiment, nos lecteurs nous pardonneront d'insister autant sur les prétentions présomptueuses, intempestives et absurdes de jeunes gens qui peuvent vouloir le bien du pays, mais qui emportés par la haine ardeur de l'âge, font de la politique sentimentale et tendent par leurs vœux à compromettre la meilleure cause du monde. Nous n'aurions pas plus répondu à cet article de nos jeunes confrères, que nous n'avons fait à quelques autres articles à notre adresse publiés dans l'Avenir, si cet article de samedi n'eût pas été une espèce de Manifeste, un nouveau programme politique adressé à nos compatriotes. Comme tel, nous le discutons franchement et consciencieusement. Nous vivons en des temps si extraordinaires, les révolutions se succèdent si rapidement par tout le monde que sur réflexion, nous avons pensé qu'il se pourrait bien que les écrivains de l'Avenir aient l'idée de révolutionner le Canada. Cela nous a expliqué l'heureux cri de réveil poussé à la fois par les hommes généreux et dévoués qui composent le comité de collaboration du susdit journal. Après tout ce n'est pas une mauvaise idée, car dans ces grands bouleversements, témoin la révolution française, M.M. les journalistes prennent une large part du gâteau. La nouvelle république canadienne pourrait choisir parmi les illustres collaborateurs de l'Avenir.

Mais nous dirons une chose aux hommes généreux et dévoués de l'Avenir. Le moment est on ne peut plus mal choisi pour révolutionner le Canada. Nos idées et nos dispositions, convenons-en, ne sont pas à la guerre. Le peuple a été assez mal-nourri de théories et par suite d'interminables batailles inutiles, avant l'Union, qu'aujourd'hui qu'il a le pouvoir en main (ce qu'il n'eût jamais alors), qu'il voit les hommes qu'il a choisis le représenter dans les conseils de la Souveraine et de fait gouverner en son nom le pays, le peuple, disons-nous, trouvera fort mauvaise et passablement originale, étrange, fantastique, voire même de vouloir renverser l'ordre de choses actuel pour le remplacer par la République une et indivisible ou quelque chose de plus merveilleux encore.

En vérité, nous vous le disons, vous avez mal choisi l'heure et le moment pour arborer votre drapeau. Aussi au lieu de flotter en plis gracieux au souffle populaire, au vent national, vous le verrez pendre comme une quenille le

long du mât, comme un signe sensible d'un zèle outré, imprudent, téméraire. On ne vous dira pas même en passant: honneur au courage malheureux; ce qu'on aurait dit certainement si vous eussiez fait une aussi virulente sortie contre l'Union par le passé, quand MM. Viger et Papineau vous imposaient silence d'un geste menaçant.

Aujourd'hui, tous les hommes bien pensants, la majorité parlementaire, le pays entier veut donner un fair trial au principe de la responsabilité. C'est convenu. Tout le monde est d'accord. Personne ne doit s'isoler de ceux qui sont au pouvoir; au contraire faut-il leur donner un concours cordial et généreux. Vous avez vu sans doute le Manifeste de M. Papineau aux électeurs du comté de St. Maurice, dans lequel il nous dit: "Toute division entre les libéraux de toute nuance doit être soigneusement évitée," et plus loin "Puisque la majorité des représentants veut encore essayer d'une combinaison qui a été si inefficace depuis quatre ans, (grâce à M.M. Viger et Papineau, aurait dû ajouter l'orateur) réunissons-nous à cette majorité, que nul dissentiment ne trouble l'unité de leurs efforts." Vous n'avez peut-être pas remarqué cela, M.M. de l'Avenir, alors gardez-en mémoire; ça vous guidera dans le chemin de l'honneur et de la victoire.

Mais dites-nous donc, jeunes et fougoureux apôtres de la nationalité franco-canadienne, qu'est-ce que vous entendez par le principe d'action publique de cette nationalité? Est-ce que le principe actuellement en action, personnellement dans le conseil exécutif, dans la magistrature, enfin dans tous les ordres, protégé par le pouvoir exécutif et plus que jamais, à l'abri des injures, n'est pas la chose? Serait-ce par hasard ce fameux principe d'action publique qui a poussé les français à chasser de la France d'origine tous les travailleurs anglais et d'origine étrangère? Si c'est un principe aussi avancé, aussi national que celui-là que vous voulez implanter dans le sol canadien et votre article à bien l'air d'y prétendre, vous perdrez votre temps et vos peines. Ce n'est pas après que notre parti a reculé ses rangs des hommes de toutes les origines, que nos amis les libéraux du Haut-Canada et ceux du Bas, qui sont d'origine étrangère, ont fait des efforts prodigieux pour remporter les élections, et que tous ensemble nous avons remporté la victoire la plus signalée, ce n'est pas maintenant que votre appel aux préjugés et aux passions aura le moindre écho dans le pays. Le peuple vous verra au nez et il aura raison.

Quand vous lui parlerez de cette faction ennemie qui vous opprime si longtemps, il vous répondra qu'il ne croit pas aux revenants; que la faction était morte il n'y a pas de danger qu'elle revienne. Vous aurez beau vouloir évoquer son ombre, pour en faire un cauchemar à notre nationalité, il vous prendra en plus comme des crédules illettrés. Le fait est que le peuple qui n'était rien avant l'Union, et qui se voit roi et maître aujourd'hui, ne nous paraît pas du tout inconscient de vouloir se tenir à ce qu'il a. Il sait le proverbe. "Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras." Il sait aussi, croyez-moi, la fable du chien et de l'os et vous aurez beau faire, il ne laissera pas l'os pour son ombre. Car vous devez savoir M.M. de l'Avenir, que le peuple se trompe rarement là-dessus. En vain lui dites-vous que tout en l'instruisant des maux causés par l'Union et de son effet inévitable, vous appuiez sur un ministère libéral au pouvoir, il ne vous croira pas. Il vous méprisera, il vous maudira, si vous entravez la marche politique de la majorité de ses représentants.

Reclamez vous le privilège de l'indépendance de vos opinions, il vous citera avec son gros bon sens l'exemple vivant de M.M. Viger et Papineau qui eux aussi réclamaient l'indépendance de leurs opinions et qui pour avoir voulu pousser cette indépendance trop loin et à l'encontre de leurs compatriotes se sont couverts de honte et d'ignominie. Il vous dira que vous devez vous taire eussiez vous même raison, si la majorité de vos compatriotes est d'opinion contraire à la votre.

M.M. les écrivains de l'Avenir parlent au peuple de la Révolution Française et des évènements, qui peuvent la suivre. Cela est bien bel et bon; mais le présent est bien quelque chose que le peuple estime, quand le présent surtout vous offre des garanties pour l'avenir. Nous parlerions que nos compatriotes si admirateurs qu'ils soient de la Révolution Française préfèrent le gouvernement responsable avec sa perspective au gouvernement provisoire de Paris avec l'horizon sombre, et menaçant qu'il présente. Nos compatriotes ne profiteront pas aujourd'hui des événements qui se passent en Europe pour faire un bouleversement sans trop savoir ce qui viendra après. Ils ne voudront pas même agiter, quoique vous leur disiez solemnellement que l'agitation peut se faire en dehors de la politique ministérielle. Ils ne sentent pas si peu clair voyants que de ne pas voir où tendent vos écrits et vos paroles imprudentes. Ils savent bien où vous voulez en venir. Ils savent enfin que vous voulez vous isoler, faire de la politique à votre compte, en dehors et contre la politique de la majorité. Si ce n'est pas la fatalité qui vous pousse dans la voie où s'engageront il y a quatre ans M.M. Viger et Papineau, arrêtez-vous, car le même sort vous attend.

Qui n'est pas pour nous est contre nous. Vos noms si grands, si puissants qu'ils seraient n'empêcheraient pas l'indignation publique de vous flétrir, la colère du peuple de se faire entendre. Tremblez de porter une main téméraire sur l'arche sainte de notre nationalité, vous qui prétendez vouloir la servir, en semant au milieu de nous les vents et les tempêtes. Encore une fois, de quel droit et au nom de qui parlez-vous? Ce n'est pas au nom du peuple et pour ses droits; le peuple veut rester uni et fort de cette union même. C'est donc au nom de votre illustre comité de collaboration, de vos savants correspondants, de tous ces hommes généreux

amis de leur pays et dévoués à sa nationalité, que vous parlez? Mais est-ce la fatalité qui fait que la plupart de ces hommes généreux étaient des partisans ardents de M.M. Viger et Papineau, aux jours néfastes de leur défection et se taisaient alors devant le geste menaçant de leurs maîtres.

Si au lieu d'anticiper sur l'avenir, nos jeunes et ardents confrères, après plus mûre réflexion et avec plus de raison voulaient faire prévaloir un principe de vie, un principe de salut; s'ils nous faisaient voir l'avantage que nous aurions à quitter le port et à nous lancer sur la haute mer de la politique; s'ils nous prouvaient comment notre nationalité grandirait et se fortifierait plus, exposée aux vents et aux injures de la tourmente, qu'à l'ombre d'un gouvernement libéral, sage et éclairé, qui la protégerait et la fera chérir de plus en plus; à la bonne heure! Nous pourrions vous écouter. Mais vous venez proposer au peuple l'agitation pour la nationalité, lui dire que là est son salut, sans lui dire ce que vous avez pour lui en réserve; vous voulez qu'il détruise et démolisse l'édifice qui l'abrite aujourd'hui sans lui dire sous quel toit il couchera demain! croyez vous que le peuple n'a pas assez goûté à l'agitation et à ses effets désastreux par le passé? Voulez-vous donc le pousser encore dans l'abîme? Prenez garde! la pente est rapide, si vous persistez à faire de l'agitation contre son gré, vous vous perdez à jamais; car vous avez beau dire, dans le moment actuel, cette agitation serait aussi mal intentionnée, mal disposée et haineuse qu'il soit possible d'être. Tous les honnêtes gens en repudieraient l'idée comme absurde et dangereuse du suprême degré.

Liberté pour tous sera toujours la devise du parti libéral en Canada. Il y a place pour tous au soleil. Non seulement nous ne voulons pas de guerre de races avec les cent mille hommes du Bas-Canada, dont parle l'Avenir; mais nous ne le voulons pas plus avec ceux du Haut-Canada ou encore avec la race anglo-saxonne des Etats-Unis. Nous voulons jouir de nos droits politiques en commun avec les populations de toutes les origines qui nous entourent, puis que la providence nous a destinés à vivre ensemble sous le même ciel. Nous sympathisons avec ceux qui pensent comme nous et combattons contre ceux qui diffèrent d'avec nous; ainsi instruits par le passé, profitant du présent, nous attendons l'avenir avec la confiance qui convient à notre position.

Les vingt cinq lecteurs de la Revue qui nous posent quelques questions dans le dernier numéro de l'Avenir sont renvoyés à notre article éditorial ci-dessus pour les réponses à ces questions.

FAITS DIVERS.

LA SAISON.—Depuis hier le vent souffle du nord et la température est devenue froide. A l'heure où nous écrivons une neige fine commence à tomber.

La navigation est maintenant en pleine activité; la ligne des steamers de Québec et de Montréal, ceux de la Rivière Chambly sont régulièrement organisés. On nous dit que les steamers entre Montréal et Québec vont changer leurs heures de départ durant l'été prochain. Ils partiront de Québec à 6 heures et de Montréal à 7 heures. Les gens d'affaire y gagneront.

Le nouveau pont bâti à St. Eustache par M.M. Leprohon et Berthelot, nous sommes bien aise d'apprendre, est presque complètement achevé. Ce pont qui sera si utile aux habitants de cette partie du District, s'étend sur la Rivière du Chêne vis-à-vis le village de St. Eustache. Il a 1400 pieds de longueur, 30 arches à 40 et 45 pieds de distance les unes des autres et répondra parfaitement aux vœux des citoyens entreprenants qui l'ont fait bâtir.

EMIGRATION.—La dernière malle anglaise a apporté des avis d'Irlande, qui annoncent qu'il y aura une émigration considérable cette année des différentes parties du pays vers l'Amérique. Mais grâce aux dispositions sévères du nouveau Passengers Act passé en Angleterre, cette émigration sera composée de petits fermiers et de gens ayant quelques ressources. Le prix du passage pour chaque émigrant s'élèvera cette saison à £5 10s. stg. Les pauvres ne pourront venir.

TROUBLES A BYTOWN.—Le Herald de ce matin nous apprend qu'il y a eu des troubles sérieux à Bytown ces jours passés. Des connétables étaient allés dans le quartier le plus mal famé de la basse-ville pour arrêter un vieux délinquant, la populace voulut empêcher l'arrestation. Une émeute suivit. Trois des connétables furent blessés légèrement et un des coupables blessé grièvement. De part et d'autre il y eut un feu roulant de mousqueterie. Enfin l'autorité resta maître du champ de bataille.

LE RECENSEMENT.—Le Journal de Québec dit qu'en conséquence de l'inaction de la plupart des municipalités, il est probable que le gouvernement prendra sur lui la responsabilité de faire faire le recensement par toute la Province, afin de pouvoir baser une mesure pour répartir la représentation parlementaire sur un pied équitable. Il n'y a aucun doute que notre législature dans la prochaine session indemniserait l'exécutif par une loi, d'avoir pris l'initiative pour un objet si louable et si important.

LE BEURRE ET LE FROMAGE DANS L'OHIO.—Il résulte d'une statistique publiée par le commissaire des produits, dans l'Ohio, que cinq comtés ont exporté l'année dernière à eux seuls, 11,450,000 livres de fromage et 1,020,000 livres de beurre. On calcule que l'Etat entier exporte 12,000,000 livres de fromage et 4,000,000 livres de beurre.

SERVICES TRANSATLANTIQUES.—Le service de la ligne américaine d'une part, et de l'autre les modifications survenues dans la ligne Cunard, tendent en ce moment à jeter quelque confusion sur l'époque du départ et de l'arrivée des divers steamers. Nous croyons donc utile de rétablir ici les dates.

Ligne Américaine.—Dorénavant cette ligne aura un départ le 29 de chaque mois, tant en Angleterre qu'aux Etats-Unis. En conséquence le Washington quittera New-York le 20 avril et le même jour l'Hermann partira de Southampton. Le service continuera ainsi jusqu'à l'achèvement des autres steamers.

Ligne Cunard.—Le service hebdomadaire de cette ligne a été inauguré en Europe, par le départ du steamer Acadia le samedi 3 avril. A partir de cette date, un steamer quittera Liverpool tous les samedis. Aux Etats-Unis, il y aura un départ de New-York (l'Hibernia) le mercredi, 19 avril, et un départ de Boston le mercredi 3 mai. A compter de ce moment le service hebdomadaire sera en pleine activité, des deux côtés de la ligne, et il y aura un départ tous les mercredis, de Boston et de New-York alternativement.

Nous aurons par conséquent cinq steamers par mois: quatre anglais et un Américain.

L'hon. Procureur-Général est parti pour Québec samedi dernier, pour régler quelques affaires de famille et sera de retour dans la capitale tout prochainement.

La Gazette de ce matin dit que, d'après les nouvelles qu'elle apprend de la mère-patrie, il y a lieu de croire que l'acte d'émigration de notre Législature ne sera pas sanctionné par le gouvernement et que l'acte impérial en quelque sorte plus strict que le nôtre, sera mis en force; pour cette raison la Gazette est portée à croire que l'émigration de cette année sera plus limitée et mieux choisie que celle de l'année passée.

LE REPERTOIRE NATIONAL.—La 4e livraison de cette collection vient de paraître. Elle est presque en entier composée de quelques satires de M. Bibaud.

La prochaine malle pour l'Europe partira de Montréal mercredi le 26 du courant à 3 h. P. M. les journaux doivent être mis à la poste avant 1 h. P. M.

Institut Canadien de Québec.—Voici la liste des principaux officiers qui viennent d'être élus:—L'hon. R. E. Caron, président honoraire;—Aurèle Plamondon, président actif;—J. H. Haldon et E. Chénier, vice-présidents;—F. Evensault, trésorier.— Membres du bureau de direction, l'hon. R. E. Caron; M. J. O. Chauveau, N. Aubin, Joseph Hamel, jr., J. O. Vallières, Ab. Hamel, J. Dorion, P. Girard jr., J. Be. Fréchette, M. sire Jean Langerin, D. Wells Luc L. Tellier, N. Casault, F. M. Durand, P. V. Bouchard, L. Têtu.

UN EXEMPLE A SUIVRE.—On lit dans le Journal de Québec: "M. Duchasnay avait promis que, si on l'éisait il donnerait son indemnité comme membre aux différentes localités de son comté; nous apprenons qu'il a envoyé tout récemment le montant de cette indemnité au chef-lieu du comté de Port-Neuf, c'est à dire au Cap-Santé."

ETABLISSEMENTS CANADIENS DES TOWNSHIPS.—L'organisation de cette association est terminée pour la ville de Montréal. Grâce au zèle général, à la popularité du projet, les assemblées des différents quartiers ont été très nombreuses et ont complété les arrangements nécessaires. Nous avons déjà publié les noms des membres du comité central de l'association. Voici aujourd'hui la liste des comités locaux:

- DIVISION SAINT-LAURENT. Section de la Ville. L. Marchand, écrivain.—Président. Messire Pinsonnault,—Trésorier. A. Laroque, écrivain, et M. F. X. Brazeau,—Auditeurs des comptes. M. C. F. Papineau,—Secrétaire. Section Saint-Laurent. M. H. Paré.—Président. Messire St. Pierre,—Trésorier. M. Antoine Dubord et M. Jérôme Grenier,—Auditeurs des comptes. M. E. Lafleur,—Secrétaire. DIVISION SAINTE-MARIE. M. P. Damour,—Président. Messire Plamondon,—Trésorier. M. L. Coursol et C. Fullum,—Auditeurs des comptes. M. C. H. Lacroix,—Secrétaire. DIVISION SAINT-ANTOINE. N. Valois, écrivain,—Président. Messire Picard,—Trésorier. Généreux Pelletier, écrivain, et M. Lapierre,—Auditeurs des comptes. M. G. Laflamme,—Secrétaire. Nous espérons que tous ces comités vont se mettre, sans tarder, activement à l'œuvre pour promouvoir les intérêts de l'association.

—On lit dans un journal français, que l'autre jour, dans une réunion d'ouvriers assemblés pour le partage entre les travailleurs des millions provenant de la séquestration du domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe, un journaliste, apprenant que le chef de la maison d'Orléans se trouvait réduit à un état voisin de la gêne, dit: Oh! ça, les enfants, ce pauvre vieux n'est plus coussu d'or. Si nous nous partageons ce qu'il a laissé, nous aurons chacun de un franc à vingt cinq sous; laissons lui ça: c'est l'aumône du pauvre.

Une lettre adressée à M. Fabre par son agent, lui annonce l'arrivée à Londres d'un autre exilé politique, M. Jérémie Rochon. Il devait s'embarquer immédiatement pour le Canada. M. Rochon dit que cinq de ceux qui étaient encore à Sidney devaient partir quelques jours après